

**Critique des parlements et
critique de l'intérêt
général dans *La théologie
politique de Mazzini* de
Bakounine**

Jean-Christophe Angaut

Jean-Christophe Angaut
Critique des parlements et critique de l'intérêt général dans
La théologie politique de Mazzini de Bakounine
2017

extrait le 5 septembre 2026 d'*Astérion : Philosophie, histoire
des idées, pensée politique* (n°17)

bibliotheque-anarchiste.com

2017

Table des matières

Histoire et intérêt	5
Un matérialisme des intérêts	5
Matérialisme et économisme	10
Vers une politique des intérêts	14
Intérêt général, centralisation et représentation	15
Impossibilité de la représentation centralisée	15
L'intérêt général comme abstraction et comme fiction	17
La question du mandat impératif	19
De l'intérêt général à l'intérêt de l'humanité ?	22

point de vue d'un processus historique d'émancipation. Enfin, même si ce n'est pas le problème de Bakounine, on peut se demander si, par moments, il n'y aurait pas lieu de distinguer intérêt général et intérêt commun, sachant que dans les deux cas il s'agit de fictions et d'outils de légitimation, mais de deux manières différentes : la légitimation par l'intérêt général consiste à faire passer un intérêt particulier pour un intérêt général (comme quand on dit « l'entreprise » pour « les patrons »), tandis que la légitimation par l'intérêt commun correspond bien plutôt à ce que Bakounine vise en parlant de l'immolation des intérêts particuliers (comme quand on écrase des conflits de classe au nom de l'unité nationale).

De l'intérêt général à l'intérêt de l'humanité ?

La critique bakouninienne de l'intérêt général, critique d'ascendance proudhonienne, présente donc cette particularité de ne pas réduire l'intérêt général à la présentation idéologique par une classe sociale particulière de ses propres intérêts, c'est-à-dire de ne pas faire de l'intérêt général la simple universalisation des intérêts particuliers de la classe dominante. Il y a une sensibilité, peut-être propre au courant anarchiste, aux effets de domination qui découlent de la centralisation, en tant que cette dernière prend appui sur la réduction de la multiplicité des forces sociales et de leurs intérêts respectifs à une force unique : l'unité tend nécessairement à opprimer la multiplicité dont elle n'est que la résultante. Mais à cela, il faut ajouter que Bakounine ne nie pas la possibilité de reconnaître quelque chose comme un intérêt universel, et c'est ce qui constitue sa seconde différence avec le marxisme : dans un certain sens, si une classe ascendante (exemplairement la bourgeoisie) présente ses propres intérêts comme des intérêts universels, et si elle parvient ainsi à rallier à elle la majorité du peuple, ce n'est pas d'une manière totalement injustifiée, car le mal dont elle est porteuse est relativement moindre que celui qu'elle combat. Cela permet de comprendre pourquoi, même si c'est d'une manière discrète, Bakounine peut continuer à se réclamer d'un intérêt de l'humanité, par exemple dans ce texte de 1872 : « dans l'intérêt de l'humanité, de la civilisation et de l'émancipation universelle, nous devons tendre de tout notre effort à ce que le renversement inévitable du monde politique et bourgeois soit accompli non par une invasion des Slaves, mais par le soulèvement du prolétariat » (III, 83 [140]). Mais cet intérêt de l'humanité ne peut être appréhendé que du

Cette contribution examine les rapports entre le matérialisme des intérêts que revendique Bakounine dans ses derniers textes et la critique qu'il propose des notions d'intérêt général, de représentation politique et de centralisation dans La théologie politique de Mazzini et l'Internationale (1871). Son objet est de montrer que la prise en compte du rôle social et historique des intérêts rend caduque toute possibilité d'un intérêt général qui viendrait à son tour fonder la légitimité d'une représentation politique dans une assemblée centraliste. La première partie de l'article examine le rapport entre ce matérialisme des intérêts et la conception matérialiste de l'histoire proposée par Marx et Engels. La seconde insiste sur la critique de l'intérêt général comme fiction et sur l'impossibilité qui en découle de toute représentation dans le cadre d'un système centralisé, la reconnaissance de cette impossibilité débouchant même sur une critique du mandat impératif.

L'objet de cette contribution est d'explorer les rapports qu'entretiennent, dans les derniers textes de l'anarchiste russe Michel Bakounine, les notions d'intérêt général, de représentation et de centralisation. J'ai choisi de me concentrer sur quelques textes qui, d'une manière apparemment incidente, au sein de la masse de manuscrits réunie sous le titre *La théologie politique de Mazzini et l'Internationale*¹, proposent une critique conjointe de l'intérêt général et de la possibilité d'une représentation populaire dans des assemblées centralistes. Ce choix tient à trois séries de raisons. En premier lieu, ces textes interviennent à un moment où Bakounine est parvenu à une formulation à peu près définitive de son anarchisme : écrits à partir de l'été qui suit l'écrasement de la Commune de Paris, ils visent à défendre cette dernière et l'Association internationale des travailleurs (AIT) contre les attaques dont celles-ci avaient fait l'objet de la part du républicain et patriote italien Giuseppe Mazzini. En deuxième lieu, et bien que la Commune, puis cette polémique avec Mazzini aient contribué à différer pour Bakounine et ses amis le moment

1. Sauf mention contraire, les textes de Bakounine sont cités d'après l'édition des *Œuvres complètes*, Paris, Champ Libre, 8 volumes, 1974-1982 : le chiffre romain renvoie au volume et le chiffre arabe à la page.

de l'affrontement avec Marx au sein de l'AIT, les textes en question poursuivent une discussion, amorcée quelques mois plus tôt dans L'empire knouto-germanique et la révolution sociale, avec ce que Bakounine connaît de la conception matérialiste de l'histoire, en tant notamment que cette dernière fait des intérêts respectifs des classes en conflit le facteur déterminant de l'histoire. Dès lors, ces textes constituent une tentative de proposer une critique conjointe de la domination de la bourgeoisie s'exerçant au nom de l'intérêt général et de toute tentative de s'opposer à cette domination au nom de ce même intérêt général, critique qui se veut une alternative au marxisme. En troisième lieu, au-delà de ce contexte historique, les textes de Bakounine que j'ai choisi d'examiner pourraient bien permettre de préciser la mesure dans laquelle il est possible de rapprocher la pensée pratique du révolutionnaire russe de critiques contemporaines de la représentation et de l'intérêt général qui s'énoncent au nom d'une conception radicale de la démocratie, cette conception étant à son tour parfois rapprochée de l'anarchisme historique.

Mon propos s'articulera autour de deux moments. Dans le premier, je tâcherai de souligner l'importance qui revient chez Bakounine à la notion d'intérêt, notion qui joue un rôle à la fois critique et constructif dans sa conception matérialiste de l'histoire et de la société. Dans un second temps, je ferai ressortir ce qu'apporte, dans l'argumentation de Bakounine contre les assemblées représentatives, la critique de l'intérêt général.

impératif, mais elle présuppose une réorganisation préalable de la société sur des bases socialistes et fédéralistes. De cette réorganisation sociale, l'Internationale fournit l'ébauche, mais elle ne pourra advenir qu'à deux conditions : d'une part si se produit une révolution, qui devra prendre en compte la question politique, et d'autre part si l'AIT ne dégénère pas en organisation bureaucratique et respecte la diversité des options défendues localement grâce au principe de l'autonomie.

évident que cela est impossible dans un État bureaucratique et centralisé⁷. » Il est donc inutile de rechercher le bon gouvernement, comme il est vain de vouloir une bonne Église ou un bon État ; une seule tâche s'impose au peuple qui veut s'émanciper, et « ce n'est point de réformer le Gouvernement, l'Église, et l'État, mais de les abolir », ce qui aboutit à « l'anarchie au point de vue politique ou gouvernemental », mais à « l'organisation de l'ordre [...] au point de vue économique et social » (I, 174). Le versant positif de cette tâche négative réside dans le fédéralisme qui consiste, dans son acception anarchiste, à laisser « aux collectivités diverses, aux associations, aux communes, leur autonomie complète » et à leur permettre de se fédérer « librement, selon leurs attractions naturelles, leurs nécessités, leurs intérêts, leurs besoins » (III, 37 [64-65]).

La position de Bakounine sur la question de la représentation, plus nuancée qu'il n'y paraît, permet de comprendre pourquoi au sein de l'Internationale, qu'il conçoit comme un lieu d'expériences pour édifier la société future⁸, il ne s'oppose pas au fait que des sections désignent des délégués pour les représenter (lui-même a représenté les ouvriers napolitains et les ovalistes lyonnaises au congrès de Bâle), et encore moins à ce que ces délégués soient contraints par des mandats impératifs à exprimer exclusivement les vœux de leurs mandataires⁹. Mais c'est que dans le même temps, Bakounine s'oppose à ce que le Conseil général de l'Internationale soit promu au rang de centre politique de l'organisation, et qu'il préférerait voir son rôle réduit à celui d'un simple bureau de statistiques et de correspondance. Il y a donc une « bonne représentation », à laquelle il serait possible d'appliquer le principe du mandat

7. Henri Arvon, Bakounine, ou La vie contre la science, édition citée, p. 58.

8. D'où l'insistance, dès 1869, sur la coopération (voir l'article « De la coopération » qu'il livre à L'Égalité, dans Michel Bakounine, Le socialisme libertaire, édition citée, p. 191-197) et sur les caisses de résistance, qui préfigurent la solidarité au sein de la société post-révolutionnaire. Ces deux thèmes sont repris dans la Protestation de l'Alliance, p. 32-33.

9. Au demeurant, le rapport des amis de Bakounine avec le mandat impératif n'a pas été, dans les faits, d'une clarté limpide, comme l'atteste l'usage que James Guillaume fit de celui qui lui avait été confié pour le congrès de l'Internationale à La Haye en septembre 1872.

Histoire et intérêt

Un matérialisme des intérêts

Précisons d'abord la place qu'occupe, dans la pensée du Bakounine de l'époque, la notion d'intérêt. On trouve chez le révolutionnaire russe, à partir du milieu des années 1860, une tentative de présenter une conception matérialiste qui intègre la notion d'intérêt, et qui représenterait une sorte de synthèse entre un matérialisme scientifique qui voit dans la circulation de la vie un mouvement ascendant de complexité croissante, et un matérialisme historique qui voit dans les faits économiques les facteurs déterminants des faits intellectuels et politiques – les deux se rejoignant dans un même projet d'expliquer le supérieur par l'inférieur. Dans La théologie politique de Mazzini, Bakounine énonce une « règle générale et démontrée par l'histoire », dont il attribue la reconnaissance à Marx :

Jamais aucune religion nouvelle n'a pu interrompre le développement naturel et fatal des faits sociaux, ni même le détourner de la voie qui lui était tracée par la combinaison des forces réelles tant naturelles que sociales. Souvent les croyances religieuses ont servi de symbole à des forces naissantes, au moment même où ces forces allaient accomplir des faits nouveaux ; mais elles ont été toujours les symptômes ou les pronostics, jamais les causes réelles de ces faits. Quant à ces causes, il faut les chercher dans le développement ascendant des besoins économiques et des forces organisées et actives, non idéales mais réelles de la société ; l'idéal n'est jamais que l'expression plus ou moins fidèle et comme la dernière résul-

tante, soit positive, soit négative, de la lutte de ces forces dans la société. (I, 56 [73])

Une telle déclaration constitue une tentative de préciser, dans un sens qui est propre à Bakounine, la conception formulée par Marx et Engels dans le Manifeste communiste, à savoir que « la production intellectuelle se transforme avec la production matérielle¹ ». En particulier, Bakounine souligne que le rapport de détermination entre la sphère matérielle des intérêts et la sphère spirituelle des idées (ici les idées religieuses) n'est pas un rapport de succession. S'il est vrai que le fait détermine l'idée, celle-ci peut très bien être l'expression d'un fait qui est sur le point d'advenir, dont elle constituera alors le pronostic. Mais cette antécédence de l'idée sur le fait n'est possible que parce que le fait lui-même, qui est essentiellement de l'ordre de l'intérêt matériel et dont l'idée est le symbole, résulte de forces sociales qui tendent toujours à se réaliser. Une religion ne parvient à signifier un fait social qui n'est pas encore advenu que parce qu'elle exprime un rapport, de justification ou de condamnation, envers une force sociale ascendante dont ce fait sera la réalisation historique. Mais l'aspect le plus remarquable de cette déclaration de Bakounine, c'est l'absence du vocabulaire des classes sociales, dont il sait pertinemment le rôle qu'il joue chez Marx et Engels, que ce soit à travers l'idée que « l'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de luttes de classes² » ou à travers la formule selon laquelle « les idées dominantes d'une époque n'ont jamais été que les idées de la classe dominante ».

Cela ne signifie pas que Bakounine refuserait absolument d'associer les notions de classe et d'intérêt, c'est plutôt qu'il refuse qu'on réduise absolument l'intérêt à celui d'une classe. C'est ce dont témoigne un passage de La théologie politique de Mazzini :

1. K. Marx et F. Engels, Manifeste du Parti communiste, Paris, Éditions sociales, 1966, p. 65.

2. Marx et Engels, Manifeste du Parti communiste, édition citée, respectivement p. 27 et p. 65.

une oppression des masses populaires par l'abstraction de la nation au nom de la fiction de l'intérêt général.

La question du mandat impératif

Il faut encore ajouter un point décisif dans l'argumentation de Bakounine, parce qu'elle permet d'éclairer d'un jour nouveau les rapports entre son anarchisme et les critiques radicales de la démocratie. Bakounine estime en effet que le fait de prendre des mesures pour conserver de telles assemblées sous contrôle populaire ne peut être qu'un pis-aller. Dans le même fragment de La théologie politique de Mazzini, Bakounine s'en prend à ceux qui pensent que pour parvenir à une forme politique vraiment démocratique, il suffirait d'imposer le principe du mandat impératif⁶. Or le mandat impératif ne connaît que deux issues : ou bien l'impossibilité de la discussion, et une succession de votes à la majorité qui mécontenteront finalement tout le monde, ou bien plus certainement encore la dissolution de l'Assemblée, car « les mandats impératifs imposés à chaque député seront tellement discordants, dans toutes les questions, que l'Assemblée ne pourra réunir une majorité sur aucune et devra se dissoudre sans avoir rien résolu » (I, 170). En somme, une assemblée centraliste est nécessairement contraire aux intérêts du peuple, et si elle les représente fidèlement, elle se trouve dans l'impossibilité même de prendre des décisions, car ces intérêts ne peuvent être synthétisés dans un intérêt général. D'où l'insistance de Bakounine sur le fait qu'il refuse des assemblées centralistes, et non toute forme de représentation. Comme l'a noté Henri Arvon, l'opposition de Bakounine à la revendication du suffrage universel ne s'inscrit pas dans une recherche de la pureté révolutionnaire, mais dans un contexte politique précis : « Bakounine admet le suffrage universel dans la mesure où il a pour effet non pas une délégation de pouvoir, mais une représentation fidèle de la volonté populaire. Il est

6. Et un peu plus loin, il discute, pour les repousser dans les mêmes termes, l'idée (défendue par Stuart Mill) d'une représentation des minorités et la votation suisse.

pensées et des volontés de toutes les localités dont l'ensemble constitue la société, c'est-à-dire qu'ils sont la négation des aspirations réelles de cette société » (I, 171).

La critique de l'intérêt général, chez Bakounine, est intimement liée à celle du contrat social⁵. Les deux notions décrivent le même processus, qui voit les individus et les groupes sociaux renoncer à une partie de leur liberté ou de leurs intérêts pour en sauvegarder prétendument le restant. L'intérêt général n'est pas une abstraction au sens où il résulterait de la confrontation des intérêts; il est une abstraction au sens où, à travers lui, les individus sont conduits à faire abstraction de leurs propres intérêts, notamment lorsqu'ils sont opprimés. Cette abstraction pourrait au mieux conduire à faire prévaloir les intérêts de la majorité sur ceux de la minorité, mais elle sert le plus souvent à opprimer l'immense majorité au nom de la fiction de l'intérêt général. La critique bakouninienne de la représentation parlementaire, comme son homologue proudhonienne, est donc avant tout une attaque contre cette fiction que constitue l'intérêt général, fiction qui sert à justifier l'existence de la centralisation étatique. Laisser les premiers intéressés s'associer en fonction de leurs besoins, de leurs intérêts et de leurs affinités constitue la seule solution possible pour que le bonheur des uns ne se paie pas du malheur des autres. C'est pourquoi dans un autre fragment du même texte, Bakounine souligne que « le suffrage universel, non organisé par différentes et libres associations ouvrières, mais exercé par l'agrégation mécanique des millions d'individus qui forment la totalité d'une nation, est un moyen excellent pour opprimer et ruiner le peuple au nom même et sous le prétexte d'une soi-disant volonté populaire » (I, 189 [57-58]). Lorsqu'il repose sur le suffrage universel, le système représentatif administré dans un cadre centraliste perpétue donc la vieille oppression, mais il présente en cela un danger spécifique, car il le fait au nom du peuple et de son intérêt. On peut définir un tel système comme

5. Ces deux critiques vont déjà de pair dans le long programme rédigé à l'automne 1864, « Société internationale secrète de l'émancipation de l'humanité », dans Bakounine, combats et débats, Paris, Institut d'études slaves, 1979, p. 220.

La bourgeoisie, considérée historiquement, dans ce qu'elle a toujours été et dans ce qu'elle est encore en réalité, et non dans les fantaisies qu'elle s'est faites sur elle-même, est par excellence la classe du matérialisme pratique. [...] À l'idéalisme religieux ou réactionnaire qui la maintenait dans un état d'asservissement très favorable aux intérêts matériels tant de l'Église que de la Noblesse féodale, la bourgeoisie opposa l'idéalisme révolutionnaire, la révolte de la pensée d'abord, dans la Renaissance, ensuite celle de la conscience, dans la Réforme et enfin la révolte de la pensée et de la conscience réunies dans la grande Révolution. Mais au fond de tout cet idéalisme révolutionnaire, il y eut, depuis la formation des premières communes au moyen-âge jusqu'à nos jours, la formidable révolte des intérêts matériels bourgeois contre ceux des deux classes dominantes. (I, 213 [39-40] — souligné par l'auteur)

L'idéologie de la bourgeoisie, cet idéalisme révolutionnaire qui lui a permis d'entraîner dans sa révolte celle des masses et de triompher du clergé et de l'aristocratie féodale, apparaît donc comme l'expression idéale de ses intérêts matériels. Le même fragment de La théologie politique de Mazzini montre que le triomphe d'une classe sociale s'annonce d'abord dans l'idéologie. Les victoires idéales précèdent les victoires matérielles, qu'elles annoncent, et cela bien que ce soient finalement les intérêts matériels qui déterminent la formation des idéologies. Lorsqu'une classe sociale, qui est « un corps organisé en lui-même », se révolte pour faire valoir ses intérêts, elle commence par exprimer ses besoins sur le terrain de l'idéologie. Ce moment correspond à sa phase ascendante, une phase au cours de laquelle elle combat « au nom et avec le concours de tout le monde un mal encore plus considérable que celui dont elle [porte] les germes en son propre sein » (I, 218 [51] n.). Elle bénéficie alors du concours « des masses populaires, car comme classe protestante elle représente toujours la protestation instinctive, éternelle contre le principe même de la domi-

nation personnifiée dans la classe dominante » (I, 231 [81]). J'y reviendrai en conclusion, mais s'il faut chercher un sens positif à la notion d'intérêt collectif chez Bakounine, c'est dans cette dernière direction qu'il faut creuser. Inversement, la classe qu'elle est sur le point de renverser est démoralisée :

La nouvelle doctrine est toujours plus puissante que la vieille parce qu'elle représente le mouvement ascendant, irrésistible, fatal de la masse sociale, poussée toujours par ce besoin de se développer et de vivre, par cette loi naturelle du combat pour la vie qui est le fond réel de tout mouvement humain. Avant de vaincre matériellement, la classe ascendante commence déjà à triompher moralement. Sa doctrine nouvelle paralyse, magnétise, commence à dominer l'ancienne doctrine dans la conviction même de ses représentants les plus intéressés, ébranlés dans leur foi. Elle commence par gagner dans la classe dominante tout ce qui est jeune, tout ce qui n'est pas encore absolument pétrifié ou perversi. (I, 231 [81])

La décadence d'une classe transparaît dans le fait qu'elle affirme directement ses intérêts :

La civilisation bourgeoise, le monde politique sont morts et pourris, dans ce sens que personne – et les représentants, les avantagés ou les privilégiés de l'une et l'autre moins que personne – ne croit plus à leur justice, à leur utilité sociale, à leur droit intellectuel et moral d'exister. Ils ont perdu jusqu'à l'ombre de foi en eux-mêmes, et c'est pourquoi ils se montrent aujourd'hui tellement cyniques, si brutaux. (III, 82 [138])

Au moment d'envisager la possibilité d'une configuration politique qui ne léserait plus les intérêts des masses populaires, il faudra se rappeler que Bakounine, tout en cherchant à penser le renversement du règne de la bourgeoisie sur le modèle du renversement de la vieille domination aristocratique par la

différent. Là il était assailli de toutes parts par les réelles manifestations de la vie réelle, pénétré et dominé par les palpitations vivantes de l'âme populaire. Ici il est entouré d'abstractions [...] ². (I, 171)

Il est tout à fait frappant que Bakounine ne s'en prenne pas au principe même de la représentation, mais à la position politique et sociale des assemblées dans un contexte de centralisation étatique. Si les représentants finiront inévitablement par être corrompus, au moins moralement, cela tient essentiellement au fait que leur position dans une assemblée chargée d'imposer une législation les dote d'un certain pouvoir sur ceux qui étaient leurs semblables ³. Pour Bakounine, la représentation n'est pas tant néfaste en soi, qu'impossible dans le cadre d'un système centralisé.

L'intérêt général comme abstraction et comme fiction

Fondamentalement, l'opposition de Bakounine au régime parlementaire découle, comme chez Proudhon, d'une critique de l'intérêt général comme fiction et comme abstraction ⁴. Ce que l'on représente, ce n'est pas la volonté du peuple, même lorsque celui-ci exprime lucidement ses intérêts par son suffrage, mais son abstraction sous le nom d'intérêt général. Or « ce qu'on appelle l'intérêt général, la pensée et la volonté générales sont le produit de l'immolation des intérêts, des

2. Cette analyse est reconduite un peu plus loin (I, 273-274 [153-157]) et Bakounine y ajoute les arguments suivants : les questions que discutent les assemblées centralistes n'intéressent pas le peuple et celui-ci, en raison de ses instincts socialistes, est réticent à envoyer « dans les Assemblées représentatives des députés sortis de son sein ».

3. C'est pourquoi Bakounine raille à plusieurs reprises les illusions de Mazzini et de Louis Blanc sur un gouvernement qui serait dirigé par des « hommes de génie vertueux » (I, 193 [67] et 207 [26]).

4. Dans une note, Bakounine mentionne d'ailleurs les Confessions d'un révolutionnaire de Proudhon, dans lesquelles ce dernier narrait notamment son expérience de parlementaire sous la IIe République.

représentée. Si Bakounine s'oppose à la représentation parlementaire, ce n'est donc pas au nom du suffrage universel, qu'il considère comme une duperie supplémentaire, ce n'est pas non plus (je vais y revenir) au nom d'un rejet de toute forme de représentation, mais par opposition au principe même de la législation imposée de haut en bas et du centre vers la circonférence. Bakounine tient en effet lui-même à souligner que ce qu'il rejette, ce sont les « assemblées centralistes », en tant qu'elles sont foncièrement inaptes à représenter la volonté populaire. Cette inaptitude ne découle pas de la malignité de leurs membres, mais de la nécessité de leur position, qui est une position de pouvoir, « car rien n'est aussi dépravant, aussi bien pour l'esprit que pour le cœur des hommes, que le pouvoir. » (I, 169) En raison même de l'autorité qui leur est conférée, les assemblées qui sont censées exprimer la volonté du peuple tendent à se constituer en nouvelle aristocratie et à imposer leur volonté au peuple – donc à faire valoir leurs propres intérêts, non personnels, mais ceux de la classe qu'ils en viennent à constituer et qui sont engendrés par leur position de pouvoir. Dans le même fragment, Bakounine brosse un tableau saisissant de ce qui pourrait advenir des candidats révolutionnaires s'ils étaient élus dans un parlement quelconque :

Dans le plus révolutionnaire on sent naître le conservateur, le conservateur au moins de l'Assemblée dont il a l'honneur de faire partie, contre les « injustes et stupides impatiences de la populace ». [...] Se serait-il laissé corrompre si vite ? Corrompre, oui, mais non par un intérêt personnel ; par l'influence irrésistible qu'exerce sur lui l'Assemblée. Lorsqu'il était entouré de la canaille populaire, en présence de ses électeurs, il en partageait franchement les aspirations, les instincts [...] et il était de bonne foi lorsqu'il leur promettait de défendre leurs intérêts à outrance, de n'être rien que le représentant fidèle de leur pensée et de leur volonté. Mais à peine a-t-il mis le pied dans l'Assemblée qu'il se trouve dans un milieu complètement

bourgeoisie, se garde d'évoquer le premier processus comme celui du renversement d'une classe par une autre, parce qu'il est censé signifier l'abolition de toutes les classes. Bakounine a une conception de la classe qui, à un marxiste, paraîtra très étrange : pour lui, il n'y a de classe que dominante ou aspirant à la domination sur d'autres classes, de sorte qu'on ne peut pas vraiment dire qu'il se réclame des intérêts de classe du prolétariat, mais plutôt de ses intérêts comme masse dominée aspirant à l'extinction de toute forme de domination.

L'effacement de la notion de classe obéit à deux motivations : d'une part à une réticence de Bakounine à appliquer la notion de classe au prolétariat ; d'autre part à sa volonté d'inclure ce qu'il retient de la conception matérialiste de l'histoire dans le cadre plus général du matérialisme scientifique. De même que toute idée est en dernier ressort le produit d'une impression originelle réfléchie avec plus ou moins de distinction par les facultés de l'esprit humain, de même tout idéal va se présenter comme le reflet d'une situation sociale conflictuelle. Cette double préoccupation était déjà palpable dans un passage de L'empire knouto-germanique écrit quelques mois plus tôt :

Tandis que [les idéalistes] font dériver tous les faits de l'histoire, y compris le développement des intérêts matériels et des différentes phases de l'organisation économique de la société, du développement des idées, les communistes allemands, au contraire, ne veulent voir dans toute l'histoire humaine, dans les manifestations les plus idéales de la vie tant collective qu'individuelle de la société, de l'humanité, dans tous les développements intellectuels et moraux, religieux, métaphysiques, scientifiques, artistiques, politiques, juridiques et sociaux, qui se sont produits dans le passé et qui continuent de se produire dans le présent, rien que des reflets ou des contrecoups nécessaires du développement des faits économiques. Tandis que les idéalistes prétendent que les idées dominent et produisent les faits, les communistes, d'accord

en cela d'ailleurs avec le matérialisme scientifique, disent au contraire que les faits donnent naissance aux idées et que ces dernières ne sont jamais autre chose que l'expression idéale des faits accomplis ; et que parmi tous les faits, les faits économiques, matériels, les faits par excellence, constituent la base essentielle, le fondement principiel, dont tous les autres faits intellectuels et moraux, politiques et sociaux, ne sont plus rien que les dérivatifs obligés. (VIII, 87 [143-149] — je souligne)

On relèvera dans cette déclaration l'assimilation directe des intérêts à la sphère des faits économiques, et de ceux-ci avec des faits matériels. Bakounine affirme en outre la parenté entre le matérialisme historique des « communistes allemands » et le matérialisme scientifique, dans le schéma d'une détermination de l'inférieur par le supérieur, qui représente un mouvement ascendant partant de la matière pour s'élever jusqu'à l'esprit. Mais cette incorporation du matérialisme historique dans un matérialisme plus général s'accompagne d'une critique, qu'il adresse là encore à toute science : la prétention à l'absoluité. Ainsi le principe qu'on vient d'apercevoir est-il un « principe qui est profondément vrai lorsqu'on le considère sous son vrai jour, c'est-à-dire à un point de vue relatif, mais qui, envisagé et posé d'une manière absolue, comme l'unique fondement et la source première de tous les autres principes, comme le fait cette École, devient complètement faux » (VIII, 84 [139]). Cette critique trouve à s'éclairer à partir de la critique de l'économisme.

Matérialisme et économisme

Plusieurs textes de Bakounine reprochent en effet à la conception marxienne de l'histoire, telle que la présente le Manifeste, une attention unilatérale aux déterminations économiques. Si ces dernières constituent bien, selon une formule ultérieurement consacrée, la base déterminante en

Intérêt général, centralisation et représentation

Impossibilité de la représentation centralisée

Au cours de la polémique avec Mazzini, d'une manière apparemment incidente¹, le révolutionnaire russe en vient en effet à mener une attaque vigoureuse contre le système parlementaire :

La soi-disant représentation populaire par une Assemblée centraliste quelconque, même élue par le suffrage universel et dans les circonstances en apparence les plus favorables pour le rendre sincère, sera toujours plus ou moins une fiction ; et qui dit fiction, dit mensonge. (I, 168 — Bakounine souligne)

Pour Bakounine, le problème ne tient pas à l'extension du corps électoral. Quand bien même on substituerait partout le suffrage universel au suffrage censitaire, on n'aurait rien d'autre qu'une prétendue représentation. Pour le dire autrement, participer aux élections, et même voir élu le candidat que l'on a soutenu n'est pas la garantie de voir sa volonté

1. Comme c'est souvent le cas avec ces manuscrits rédigés au fil de la plume, les considérations bakouniniennes sur le suffrage universel apparaissent d'une manière incidente, dans le fragment M de La théologie politique de Mazzini, par réaction à une affirmation de Mazzini selon laquelle le concile de Nicée aurait été une assemblée démocratique. Cela donne à Bakounine l'occasion d'une déclaration à portée générale sur les assemblées centralistes.

Vers une politique des intérêts

En 1869, dans une série d'articles intitulée Politique de l'Internationale et publiée par la presse de l'organisation en Suisse, Bakounine évoque pour l'AIT la nécessité d'élaborer sa propre politique, distincte de celle de la bourgeoisie, sur le fondement des intérêts immédiats et matériels des travailleurs. Du reste, cette politique mériterait, comme celle du Proudhon de la Deuxième République, d'être qualifiée d'antipolitique. Elle n'en reste pas moins fondée sur la conception matérialiste selon laquelle l'ordre naturel consiste à partir des intérêts matériels pour aller vers les formations politiques et les vérités philosophiques. Dans ce contexte, la question de la manière dont une configuration politique pourrait ne pas léser les intérêts des travailleurs, voire pourrait garantir leur représentation, se pose d'une manière inévitable, et c'est à partir de ce thème que l'on peut chercher à présent à rendre compte de ce qu'on trouve dans La théologie politique de Mazzini. Il s'agit en somme de comprendre si la critique bakouninienne de l'intérêt général et de la représentation politique peut être ramenée à ses termes marxistes : l'intérêt général n'est rien d'autre que l'intérêt d'une classe dominante présenté idéologiquement sous une forme universelle.

dernière instance, on ne peut ignorer la réaction des effets sur les causes. Comme l'indique Bakounine dans un projet de lettre à La Liberté de Bruxelles en octobre 1872, le rôle tenu par les institutions dans l'exploitation capitaliste permet de saisir la nature de cette réaction :

[Marx] ne tient aucun compte des autres éléments de l'histoire, tels que la réaction, pourtant évidente, des institutions politiques, juridiques et religieuses sur la situation économique. Il dit : « La misère produit l'esclavage politique, l'État » ; mais il ne permet pas de retourner cette phrase et de dire : « L'esclavage politique, l'État, reproduit à son tour et maintient la misère, comme une condition de son existence ; de sorte que pour détruire la misère, il faut détruire l'État. » Et, chose étrange, lui qui interdit à ses adversaires de s'en prendre à l'esclavage politique, à l'État, comme à une cause actuelle de la misère, il commande à ses amis et à ses disciples du Parti de la démocratie socialiste en Allemagne de considérer la conquête du pouvoir et des libertés politiques comme la condition préalable, absolument nécessaire, de l'émancipation économique³. (III, 162-163 [29])

Bakounine ne s'oppose donc pas à une lecture de l'histoire en termes matérialistes, mais cherche à l'affiner en faisant valoir que les effets des causes déterminantes en dernière instance tendent nécessairement à se subordonner leurs conditions d'apparition. S'il est vrai que les entités politiques, religieuses, juridiques sont autant de reflets des conditions économiques d'une société, il n'en est pas moins vrai que ces conditions sont ensuite subsumées sous ces entités, lesquelles, en tant qu'elles visent l'autoconservation, cherchent à faire perdurer leurs conditions d'existence. D'où un renversement partiel du rapport entre les conditions et ce qu'elles conditionnent. Si

3. On trouve déjà cette analyse dans la suite inédite de la Protestation de l'Alliance (août 1871, p. 7 du manuscrit, disponible sur le CD-ROM Bakounine, Œuvres complètes, Amsterdam, IISG, 2000).

le développement de la production capitaliste détermine l'apparition de l'État moderne, celui-ci finit à son tour par valoir comme condition d'existence de ce mode de production. Et il en va de même pour les représentations religieuses et pour les fictions juridiques. Allons même plus loin : le droit, la politique et la religion peuvent bien être déterminés en dernière instance par les intérêts matériels, qui sont de l'ordre de besoins économiques, ils n'en constituent pas moins de nouvelles sphères caractérisées par des intérêts qui leur sont propres – ainsi de l'intérêt des dirigeants politiques à maintenir leur position.

Cette distinction permet en outre de rendre compte d'un paradoxe apparent. Dans les mêmes textes, Bakounine emprunte d'un côté à Marx l'histoire de la mise en place du mode de production capitaliste, telle qu'elle est exposée non seulement par le Manifeste, mais aussi par l'Adresse inaugurale de 1864⁴, et montre qu'il doit son apparition à la dissolution des corporations et à la prétendue « émancipation » des campagnes (I, 220-226), et soutient d'un autre côté que l'exploitation capitaliste repose sur le droit d'héritage. C'est qu'il convient de distinguer les conditions d'apparition de ce mode de production, ou si l'on veut ses origines historiques, de la manière dont il fonctionne⁵. Du premier point de vue, il est exact pour Bakounine que l'État moderne et ses institutions juridiques découlent des exigences de la production capitaliste. Mais du second point de vue, il est tout aussi exact que cette dernière a généré les conditions de sa conservation, en faisant par exemple garantir le droit d'héritage par l'État. On comprend dès lors que le principe que Bakounine identifiait comme celui du matérialisme historique doit

4. Lorsqu'il écrit ce texte, Bakounine ne pouvait connaître de Marx que les textes publiés en 1844 dans les Annales franco-allemandes, le Manifeste, l'Adresse inaugurale et le premier livre du Capital qu'il avait commencé à traduire.

5. Bakounine aurait pu voir fonctionner une distinction analogue chez Marx s'il avait poussé sa lecture du livre I du Capital au-delà des premiers chapitres. Marx entreprend en effet de décrire le fonctionnement du mode de production capitaliste à partir de cette forme élémentaire que constitue la marchandise, avant d'en décrire la genèse historique dans le chapitre sur l'accumulation initiale.

être relativisé d'abord en ceci qu'il ne permet de comprendre que la genèse des « autres éléments de l'histoire », et non le rôle que jouent ces derniers dès lors qu'ils fonctionnent en « affinité élective » (pour anticiper sur une formule de Max Weber) avec les conditions qui ont déterminé leur apparition.

Cette conception de l'histoire permet en outre à Bakounine de répondre à l'accusation d'apolitisme qui est formulée contre les anarchistes. On pouvait en effet reprocher à ces derniers une incohérence entre leur renoncement à l'action politique et leur dénonciation du rôle joué par l'État dans l'exploitation des masses. En 1872, Bakounine peut retourner l'argument : non seulement la position anarchiste est cohérente, parce qu'elle n'est pas apolitique, mais antipolitique, et prend acte des effets en retour de l'État moderne sur les conditions historiques de son apparition, mais c'est finalement la position présumée des marxistes (en fait sans doute plutôt les lassalliens) qui contient une contradiction flagrante, puisque ces derniers, tout en soulignant unilatéralement les déterminations économiques, recommandent au prolétariat de prendre le contrôle de l'appareil d'État. En toute rigueur, c'est la position théorique de Marx qui devrait mener à l'apolitisme, s'il est vrai qu'il suffit d'attendre d'une transformation des conditions économiques la fin de la domination politique.

Du point de vue de la question des intérêts, on peut donc résumer la reprise critique à laquelle Bakounine soumet ce qu'il connaît de la conception matérialiste de l'histoire de la manière suivante : tout en reconnaissant le rôle primordial des intérêts matériels (identifiés aux besoins économiques) dans l'histoire, Bakounine refuse de s'en tenir à cette détermination unilatérale et conséquemment de réduire ces intérêts matériels à ceux d'une classe, de sorte qu'il élargit la question des intérêts à d'autres sphères (la politique, le droit, la religion), ce à quoi il faudrait sans doute ajouter qu'on trouve chez lui une prise en considération des intérêts nationaux, non parfois d'ailleurs sans une certaine ambiguïté.